L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 76. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 11 AVRIL 1877. 30me Année.

DUFOUR & LEBEE,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI MATIN, 11 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par H. Guizzetti, en No. N°ros St-Pierre, entre Bourbon et Dauphine—Bouffée.

Par A. Moulin, Levy & Co., en No 20 rue des Magasins, à 10 heures et demie du matin, grand stock de marchandises, articles de blanc, matelas, crétons de matelas, et chapeaux pour dames, etc.

SPECTACLES.

Mercredi, 11 Avril 1877.

ARABIENS—A midi, The Greatest Turk: le sérail. Bile.

ALCAZAR—Cinémomètres, spectacles, etc.

SALLE GRUNEWALD—Grand Concert.

HAIL COLUMBIA!

Le salve d'artillerie qu'on a entendue hier soir, était tirée en l'honneur de la Caroline du Sud, qui a été délivrée, hier, à tout jamais, sous le républicains et l'empire du régime des carpet-baggers.

Comme nous le dit qu'en avait annoncé, l'ex-gouverneur Chamberlain, quelques jours après la retraite des troupes de la Maison d'Etat, à Columbia, a déclaré qu'il était prêt à céder la place au gouverneur Hampton; il a demandé seulement un court délai pour faire ses préparatifs d'évacuation.

C'est avec une vive satisfaction que ce premier acte de la politique nouvelle du président Hayes sera accueilli dans toute l'Union.

Pour nous qui sommes encore dans l'attente, nous annonce la nouvelle de la délivrance de nos frères de la Caroline du Sud avec un profond sentiment de joie auquel se joint l'espoir de pouvoir bientôt partager le même sort.

Comme nous l'avons dit, la Louisiane restera le dernier des Etats martyrs, mais sa libération suivra de près celle de la Caroline du Sud. Encore quelques jours de patience et les troupes fédérales seront retirées et, si M. Packard est bien conseillé et bien avisé, il suivra l'exemple de M. Chamberlain et il ne prolongera pas une résistance inutile qui ferait de lui un brandon de discorde en Louisiane et une cause de troubles et de dissensions dans le parlement national.

LA COMMISSION.

En dégageant les instructions écrites remises à la Commission par le secrétaire d'Etat au nom du Président, de la phraséologie verbeuse qui les rend si confuses, on trouve que ces instructions se réduisent aux points suivants :

1° Reconnaître le véritable état des choses et la disposition des esprits ;

2° Voir s'il n'y a pas moyen d'amener une entente entre les deux partis pour qu'il ne reste plus qu'un seul gouvernement d'Etat reconnu ;

3° Si cela n'est pas possible, essayer d'organiser une législature unique qui se servirait de son pouvoir pour résoudre les autres questions ;

4° Si rien de cela n'est possible, faire un rapport au Président qui avisera.

Voyons où en est la Commission sur ces divers points.

Les trois ou quatre jours passés par la Commission à la Nouvelle-Orléans, ont suffi pour l'éclairer sur les véritables dispositions de la population en ville et pour la convaincre qu'il n'y a qu'un seul gouvernement qui exerce réellement ses fonctions, celui de F. T. Nicholls. Quant à l'état des choses dans les paroisses, les documents et preuves fournis ne doivent pas laisser de doutes sur ce point que l'autorité de Nicholls est presqu'universellement reconnue, tandis que celle de Packard ne l'est nulle part. Il s'est produit, dans quelques endroits isolés, des résistances de la part de quelques juges radicaux à la perception des taxes pour le gouvernement de Nicholls, mais pas un cent n'a été payé nulle part à aucun collecteur de Packard.

Dans l'entrevue que les membres de la Commission ont eue lundi avec des présidents de banques, des banquiers et plusieurs représentants du haut commerce, ils ont pu se convaincre qu'il n'y avait et aucune exagération dans tout ce qui a été publié sur la détermination du peuple de la Louisiane de ne jamais se soumettre au gouvernement de Packard.

Cette détermination leur a été affirmée même par des hommes connus pour être républicains en politique nationale. Et les honorables envoyés de M. Hayes n'ont pas été peu surpris d'entendre des hommes d'affaires, étrangers aux luttes des partis, conserver leurs opinions en raison des grands intérêts qu'ils représentent, tenir un langage plus ferme et plus absolu que celui même des chefs du parti démocrate.

L'impression que leur a laissée cette conférence de plusieurs heures, a pour être profonde. Ils ont, certainement, été déappointés dans leur espoir de trouver des conseillers de pouvoir d'appuyer sur la résistance commerciaux et financiers pour imposer l'adoption, d'un compromis, mais la lumière s'est faite dans leur esprit sur les véritables sentiments de la population en sujet de la question gouvernementale.

Après leur première entrevue avec le gouverneur Nicholls d'une part, et M. Packard, de l'autre, les membres de la Commission avaient dû renoncer à amener aucun des contendants à abandonner ses prétentions, et il ne pouvait plus être question d'une entente pour reconnaître un seul gouvernement.

Aussi, n'a-t-il été fait allusion à rien de semblable dans l'entrevue de lundi. La Commission s'est rabattue sur la possibilité d'avoir une seule législature, en réorganisant l'ensemble général avec les membres seulement dont les titres n'étaient pas contestés. Il a été facilement démontré que cette proposition était inacceptable, car elle équivaudrait à une nomination complète à Packard. Les démocrates ont reconnu comme dites tous les républicains qui ont obtenu la majorité, et ils n'ont pas eu de *Returning Board* pour détraire ces majorités, tandis que le *Returning Board* n'a restitué que 43 démocrates élus à la Chambre au lieu de 61.

Dans cette discussion, la Commission a fait ressortir une chose importante, c'est que d'après la Constitution et les lois de la Louisiane, le Bureau des retours n'a ni compter ni les votes des membres de la législature ni ceux du gouvernement.

Cette admission [illegible] donne la proposition faite [illegible] réorganisation de la législature sur les [illegible] des décisions du "Returning Board". On a fait d'ailleurs remarquer l'impossibilité pour les conservateurs de consentir à cette réorganisation, car ce serait admettre la nullité de toute la législation passée, des décisions judiciaires rendues, des actes du gouvernement, la élection subsidiaire [illegible] la Constitution : "Si la législature de Nicholls arrive à avoir dans les deux Chambres un quorum même d'après les listes du *Returning Board*, cette législature sera-t-elle reconnue comme légale par le Président ?" Les membres de la Commission ont évité de répondre directement à la question.

Elle a, cependant, une importance pratique sur le désir de Nicholls à quorum et un quorum, même d'après les listes du Bureau des Retours, et il ne manque plus à la Chambre que sept membres républicains de plus pour qu'elle ait quorum, quorum au même point de vue.

Il est évident que le président, tout qu'elle n'ait dévoilé aux envoyés de M. Hayes, ne laisse pas que de les embarrasser. Ils n'avaient pas imaginé qu'il était dans le cœur de la population un sentiment aussi prononcé [illegible] que celui qui l'a [illegible] ont pu se convaincre. [illegible] des membres, le [illegible] n'étaient pas des partisans [illegible] à produire de [illegible] que.

Il est vrai, toutefois, que huit années de brigandage, d'oppression ruineuse qui [illegible] l'exaspération du peuple de la Louisiane au point qu'il préférerait que de se montrer à [illegible] pire d'un régime [illegible], le peuple [illegible] tout et [illegible] jusqu'à la dernière extrémité. Imposer le gouvernement de Packard par la force [illegible] [illegible] ment, [illegible] aux responsabilité [illegible] aux membres de la Commission.

Que Dieu [illegible] d'éviter! Pour survivre à Pour des raisons déjà [illegible] par ceux, [illegible] qu'il [illegible] ce pour [illegible] les [illegible] ces républicains [illegible] Gen. [illegible] ce premier terme [illegible] dans la Législature [illegible] dans la salle des Odd-Fellows.

Mais les membres de la Commission [illegible] dénué toute [illegible] n'a pas envie de jouer un pareil rôle, et [illegible] unanimité à laquelle ils sont probablement [illegible] sangé. La perspective de retourner à Washington faire leur rapport au Président sans avoir obtenu aucun résultat pour leur parti les [illegible] M. Hayes de ne [illegible] que doit lui imposer l'indécision dans [illegible] ment de traiter les [illegible] contraire vivement, et [illegible] dont maintenant à obtenir des [illegible] bons-dépouvoir la nomination d'un [illegible] qui soit disposé à [illegible] la politique de M. Hayes et qui soit acceptable au parti républicain.

Dans les conditions actuelles, nous croyons que les conservateurs ne doivent entrer dans aucune négociation pour un compromis. Ils doivent persister à demander l'expulsion des conservateurs faite par M. Hayes et la nomination de leurs représentants, militaire dans les cabinets [illegible] tiques de la Louisiane. Le président Hayes doit sentir que quand les troupes auront été retirées et que toute résistance au gouvernement de Nicholls, de la part de Packard et de ses adhérents, aura cessé, la Législature saura faire choix d'un sénateur qui donnera satisfaction au peuple de la Louisiane et qui contiendra l'administration dans toute politique conforme à l'esprit de la Constitution et à la justice.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Rossini est une pièce bien faite et où Patti, Gerville dès les premières scènes, se satisfient hautement jusqu'au dénouement. Cet ouvrage de Lecoq Wallenin est très favorablement accueilli sur toutes les scènes américaines et son succès lui n'a pas été démenti qu'ailleurs. Il a été interprété hier soir avec beaucoup d'intelligence devant le public de l'Académie. M. W. H. Power s'est très convenablement acquitté du rôle d'Alibert Gray, et Mlle Emma Wilmot a eu donner à celui de Lady May Fitzcupe son caractère propre. Mlles Gonzie Thomas a été applaudie et s'était justice en elle est vraiment charmante et elle possède l'art de s'identifier complètement avec les personnages qu'elle représente.

L'affiche nous annonce pour ce soir "Elle", drame par Dion Boucicault.

CONCERT-TORTIANI.—C'est ce soir qu'a positivement lieu, dans la salle Grunewald, le concert organisé au profit de M. Tortiani. Le programme que nous avons publié hier, est riche de promesses. Parmi les artistes et amateurs qui ont gracieusement offert leur concours au bénéficiaire, nous [illegible] Mlle A. Mansier, MM. Van Haflen, Elvrain, Thayer, Chalmerie, Grunewald et Hilaire. Les billets s'enlèvent au magasin de musique de M. L. Grunewald, rue Royale.

CONCERT AU BÉNÉFICE DE L'ASILE ST-JOSEPH.—Un grand concert [illegible] donné demain à l'Opéra au bénéfice de l'asile St. Joseph. On y entendra deux cantatrices de talent qui ont déjà fort belles voix, mesdames Bianchi et Cornelius, une pianiste très distinguée madame de Bader et l'habile flûtiste, M. Livain.

LE STEAMER AMÉRIQUE RAMENÉ À NEW YORK.—Le steamer Amérique de la Compagnie transatlantique française, qui était échoué depuis dix semaines ou deux mois, a pu, enfin après plusieurs vaines tentatives, être ramené à flot.

Une dépêche adressée hier par M. de Bobian, agent de la compagnie à New-York, à M. L. Grand, agent à la Nouvelle-Orléans, annonce que l'Amérique a été renflouée et qu'elle sera ramenée au jour même à cette ville.

La solidité de ce magnifique vapeur a réjouis à plusieurs reprises et par les gages canades par un beau dégonflement. Ce navire qui avait été abandonné par ses propriétaires, qui avait été [illegible] [illegible] Amérique.

NOMINATIONS. — Le Sénat a confirmé hier les nominations suivantes :

P. H. Dubuclet, inspecteur de la paroisse Terrebonne.

C. T. Mayo, inspecteur de la paroisse Vermillion.

E. McGinty, inspecteur des poids et mesures du bizet district de la paroisse [illegible]

C. C. Aldrich, constable du 7e ward de la paroisse Morehouse.

MÉMOLOGUE.—Mr Pierquet, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de la cour d'appel de Paris, est mort hier lundi, à midi, dans un extrême [illegible].

Le maréchal de Pelet Fumier Fils-Ocrard, grand dignitaire de l'ordre [illegible] et Savoie de l'armée [illegible] qui [illegible] Toute depuis plusieurs années, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

LA PRINCESSE CHARLOTTE.—On écrit de Bruxelles :

"Le télégraphe vous a annoncé l'aggravation subite et cruelle qui s'est déclarée dans l'état de la princesse Charlotte. [illegible] Charlotte, [illegible] la mère [illegible] [illegible] [illegible]